



MADAME COSTA RIBEIRO GOMES
QUESTEMBERT COMMUNAUTE
8, AVENUE DE LA GARE
BP 60052
56231 QUESTEMBERT

VANNES,

06 JUL. 2017

Madame la Présidente,

Conformément aux dispositions du code de l'urbanisme, vous sollicitez l'avis de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Morbihan sur le projet de PLU intercommunal arrêté par votre conseil communautaire du 16 avril dernier.

Pour l'accueil des entreprises, vous avez réservé près de 30 nouveaux hectares en extension de zones d'activités existantes, ce qui peu ou prou correspond au rythme de consommation que vous avez observé ces dernières années sur votre territoire. Pour ce qui relève des activités productives isolées dans le milieu rural, votre règlement admet des possibilités d'évolution à hauteur de 30% ce qui nous paraît pertinent.

Dans votre Projet d'Aménagement et de Développement Durables, vous mettez en avant la priorité donnée au développement de l'offre de proximité dans les centralités, axe que nous partageons. Pour autant, aucune de ces centralités accueillant du commerce n'est formellement définie sur les planches graphiques, ce qui enlève de la lisibilité à votre orientation en laissant la porte ouverte à des installations physiquement inappropriées. Votre règlement proscriit la création de commerces d'une surface de vente inférieure à 300 m² en zonage Uis ce qui nous paraît cohérent avec le PADD. Par contre cette dernière mesure n'est pas retenue pour le zonage Uim alors qu'elle est absolument indispensable à l'affirmation de votre politique en faveur des centralités de Questembert et Malansac.

Votre règlement fait mention à plusieurs reprises d'un zonage 1 AUim dont on ne trouve nulle trace sur les planches graphiques ou dans l'OAP commerciale, ce qui aurait dû normalement être le cas. Ce point mérite donc un éclaircissement. En ce qui concerne la loge de gardiennage en Ui, nous préconisons à travers tout le département de retenir une surface de plancher de 35 m² qui doit être comprise dans l'enveloppe du bâtiment.

Souhaitant vivement que nos remarques soient prises en compte par la commission d'enquête,

Nous vous prions d'agréer, Madame la Présidente, l'expression de notre considération distinguée.

Le Président de la Délégation
de VANNES

Jean-Pierre RIVERY

